

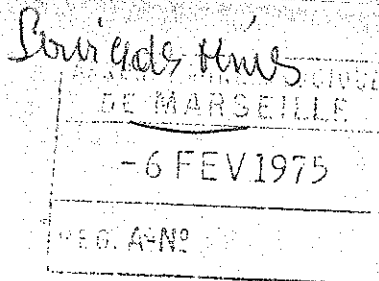
RS/NY
PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE

2ème Direction

Bureau de la Protection de la
Nature et de l'Environnement

N° 106/1972
2ème classe

Poste : 33-42



REPUBLIQUE FRANÇAISE

28 DEC. 1974

Chateaufort les Martigues
1974

A R R E T E

LE PREFET DELEGUE POUR LA POLICE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi du 19 Décembre 1917 modifiée et complétée, relative
aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

VU le décret n° 53-578 du 20 Mai 1953 modifié, portant réglemen-
tation et nomenclature des établissements précités,

VU la demande présentée par la Société "Les Chaux de la Tour"
dont le siège social est à ROBION (Vaucluse) en vue d'exploiter une
station de concassage et de criblage de pierres calcaires
à CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES, lieu dit "Pas de Fos",

VU les plans de l'établissement projeté et des lieux
environnants,

VU l'avis de l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie
en date du 6 Novembre 1972,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du
12 Novembre 1972,

VU l'avis du Directeur Régional du Travail et de l'Emploi,
en date du 21 Novembre 1972,

VU l'avis du Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Protection
civile en date du 27 Novembre 1972,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et
Sociale en date du 28 Novembre 1972,

VU le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo à
laquelle ce projet a été soumis et l'avis du commissaire-enquêteur en
date du 6 Avril 1973,

VU l'avis du Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE en date du 4 Juin
1973,

VU l'avis de l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef du Service
d'Inspection des Etablissements Classés en date du 23 Octobre 1973,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du
19 Décembre 1973,

Le terre-plein du chantier, les tas éventuels de matériaux devront être arrosés en tant que de besoin, notamment par grand vent.

9°) Les véhicules circuleront au pas sur le chantier.

Les engins mobiles auront leur tuyau d'échappement dirigé vers le haut.

10°) La voie d'accès au CD 9 sera goudronnée et maintenue en parfait état de propreté.

11°) Les moyens de défense contre l'incendie seront déterminés en accord avec l'Inspecteur Départemental Adjoint des Services d'Incendie 9, Boulevard de Strasbourg, 13303 MARSEILLE CEDEX 3.

ARTICLE 3.

L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

a) du Livre II du Code du Travail sur l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4.

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'Administration jugerait ultérieurement nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6.

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander le permis de construire ou toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 Décembre 1917.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitant, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

.../...

4 -

ARTICLE 7.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8.

Le Secrétaire Général des BOUCHES-DU-RHONE, le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE, le Maire de CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES, l'Ingénieur en chef des Mines, Inspecteur des Etablissements Classés, le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 64-303 du 1er Avril 1964.

MARSEILLE, le 9 Décembre 1974

POUR LE PREFET DELEGUE POUR LA
POLICE

Paul RAILLARD

Copie conforme transmise à :

- M. le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE
- M. le Maire de CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES

"Aux fins utiles"

- M. le Sous-Préfet Directeur Départemental de la Protection Civile
- M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur des Etablissements Classés
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

"Pour leur information"

POUR LE PREFET DELEGUE POUR LA POLICE

Le Chef de Bureau

